

Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

Le *Schéma directeur des lycées* (SDI) constitue actuellement au sein de la Mission III le pivot de la politique régionale en direction des lycées. Depuis sa présentation en décembre 2016, la FSU en a eu une appréciation nuancée, au gré des différents *rendez-vous* et selon qu'on avait à juger soit des objectifs soit des réalisations.

Ainsi l'année dernière à même date, pour l'examen du RAP 2016, la FSU avait jugé sévèrement les débuts de la mise en œuvre du *Schema Directeur*, notamment en raison des retards pris, mais surtout de l'insuffisance du dialogue avec les équipes éducatives qui a conduit à des malentendus, et des erreurs parfois, dans les choix d'actions. Nous avons également alerté sur l'état de découragement dans les établissements, surtout dans les secteurs où les lycées publics sont confrontés à la concurrence de lycées privés mieux équipés.

Aujourd'hui à l'image de l'avis du CESER, l'appréciation de la FSU sur ce *Point d'étape* réalisé par la Région est plus positive. D'abord parce que le changement est perceptible dans le niveau des moyens budgétaires engagés (+ 75 M€ entre le *Programmes 303* et *305* pour le *Plan d'action 2017-2018* par rapport au précédent), mais aussi parce que l'approche de la planification des réalisations semble avoir été résolument renouvelée.

Ainsi la mise en place dans chaque établissement relevant de l'Axe 1 de *comités de pilotage* ouverts à l'ensemble de la communauté scolaire est une excellente nouvelle pour nous qui n'avons eu de cesse de le demander dans toutes les instances et à chaque rendez-vous avec la Région. Maintenant il convient de ne pas tarder à les réunir, y compris dans les établissements dont les travaux ne seront programmés que dans les prochains *Plans d'action*.

Pour autant, avec 20 sites entrés en *phase travaux* pour une restructuration d'ampleur d'ici à 2021 et 4 seulement qui seront achevés à cette date, on sera encore loin du compte pour les 116 établissements publics d'un parc qui continue de vieillir et de se dégrader de plus en plus rapidement. Or, on ne sait toujours pas à quel terme ces 20 lycées seront effectivement « remis à neuf » : 2025 ? plus tard encore ? De même, sur l'Axe « *Accessibilité* », on ne peut que s'inquiéter de l'avis du CESER plutôt dubitatif quant à la mise à niveau annoncée de 40 établissements au terme du *Plan d'action 2019-2020*, date du début de la deuxième tranche de 3 ans de *l'Agenda accessibilité* (ADAP).

Un autre point relevé par le CESER - cette fois dans le RAP *Programme 303* - retient l'attention : on y apprend que plus de 90 structures modulaires provisoires ont été achetées et plus d'une soixantaine louées chaque année en Ille-et-Vilaine, pour un coût total sur 3 ans de plus de 7 M€ - soit le tiers du coût d'un lycée neuf ce qui a effectivement de quoi interroger. Certes pour partie ces bâtiments ne servent pas à accueillir des élèves supplémentaires mais sont rendus nécessaires du fait de travaux de rénovation en cours ; mais il semble tout de même que, pour une part, cette situation tendue tient à l'attentisme dans lequel la Région est restée trop longtemps : « *Les retards pris ne résultent pas d'un défaut d'anticipation, mais d'un défaut de décision* », a-t-on entendu. C'est dire que l'essentiel du problème n'est pas *technique*, mais *politique*. Dont acte.

S'agissant des nouveaux lycées à Liffré et à Ploërmel, les choses semblent sur le rails - dommage tout de même que tout ne « roule » pas à la même vitesse, avec une rentrée prévue à Liffré au futur lycée Simone Veil dès 2020, mais en 2022 seulement pour Ploërmel. Concernant Ploërmel, on apprend également que le rectorat examine actuellement la sectorisation du futur lycée – c'est une information que les représentants des personnels auraient dû avoir lors des Comités techniques académiques qui se sont tenus.

La Région assure que la restructuration en cours à Pierre Mendès-France incluant une nouvelle augmentation de capacités est sans lien avec le projet du second lycée rennais. La FSU en prend acte et se félicite de la suppression de nombreux bâtiments modulaires vieillissants sur le site. Pour autant, la sectorisation sur Rennes étant particulièrement délicate il serait vraiment temps que les représentants des personnels soient informés de l'état de la réflexion. En ce qui concerne le choix du site du second lycée rennais, la FSU attend sans *a priori* la communication des résultats de l'étude de la Région.

Dans nos interventions sur l'immobilier des lycées nous avons habitué les membres du CESER à l'exposé de situations emblématiques des problèmes rencontrés sur le terrain. On ne dérogera donc pas à la règle en présentant cette fois le cas du lycée Fulgence Bienvenue de Loudéac. En 30 ans et jusqu'aux travaux engagés en 2015 sur l'internat, les travaux d'ampleur dans ce lycée n'avaient concerné que la mise aux normes du self il y a une quinzaine d'années et les logements de fonctions il y a une dizaine d'années.

Les bâtiments destinés aux cours et à l'administration sont donc restés en l'état, inchangés depuis la construction du lycée en 1964 : pas d'isolation thermique, fenêtres simple-vitrage qui ne ferment pas ou qui ne s'ouvrent plus, pas de faux plafond dans les salles à quelques exceptions près créant une acoustique déplorable, pas d'ascenseur et donc pas d'accès handicapés... Malgré tout cela, grâce au dévouement des agents, les bâtiments restent propres et de bonne tenue.

Après vingt ans de désillusions, la rénovation des bâtiments d'enseignement a été enfin engagée en 2015. Seulement, elle ne s'est appliquée qu'à un seul bâtiment sur les deux existants. Et encore, seulement à une moitié de ce bâtiment qui a été transformée en internat. Celui-ci a ouvert début 2017... mais il s'est révélé immédiatement trop petit !

Quant à l'autre moitié du bâtiment, les travaux y ont été stoppés il y a 18 mois. Cela sans que les collègues en aient l'explication : seul l'extérieur a été rénové, à l'intérieur il n'y a plus rien, pas même les anciennes cloisons ! L'aménagement de ce vaste espace, longuement négocié, est sans cesse reporté et aucun plan n'en a été présenté apparemment. Depuis trois ans, les cours ont donc tous lieu dans le seul bâtiment restant, fort ancien et générant des problèmes sans fin de répartition de salles, surtout depuis l'ouverture d'une sixième classe de Seconde à cette rentrée.

Autant dire que l'annonce par la Région de la construction d'un bâtiment supplémentaire pour l'externat est accueillie avec un soulagement teinté d'une pointe de scepticisme. C'est donc à la Région de les convaincre, par les actes et au plus vite.